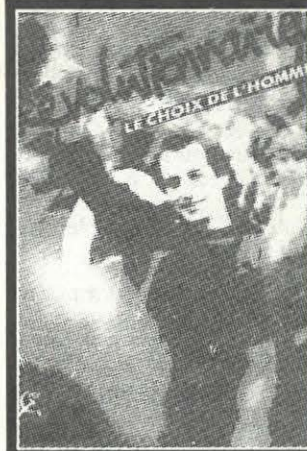


LOIRE ATLANTIQUE **les nouvelles**

Edité par la Fédération du Parti Communiste Français - N° 548 - 24 octobre 1991 - Prix 2,50 F



FETE DE NANTES



16 et 17 novembre 1991
Parc de la Beaujoire

DIMANCHE 20 OCTOBRE

- Une foule immense à Châteaubriant
- Progrès important du P.C.F. aux cantonales



La journée du 20 octobre 1991 a été marquée par deux événements importants avec les cérémonies du 50^e anniversaire des fusillades de Nantes et de Châteaubriant, et le résultat des élections du 10^e canton de Nantes/Saint-Sébastien.

La campagne anticommuniste forcenée portée par la presse, la multiplication des pressions de tous ordres pour tenter de détourner les gens de ces commémorations, n'ont pas pu empêcher l'immense rassemblement avec Georges Marchais, Henri Krasucki et Robert Chambeiron à l'initiative de l'Amicale de Châteaubriant-Voves-Rouillé.

L'accueil réservé aux trois orateurs et les très nombreux témoignages de sympathie et d'amitié adressés tout au long du cortège et dans la Sablière au Secrétaire général du PCF en disent long.

Cela montre que les gens ne sont pas décidés à s'en laisser compter par un pouvoir qui foule

aux pieds les valeurs de justice, de liberté, d'indépendance et de paix pour lesquelles les 27 de Châteaubriant ont donné leur vie.

Le même soir, les résultats du PCF aux cantonales de Nantes/Saint-Sébastien en apportaient une nouvelle illustration.

Cela aussi malgré les embûches et les manœuvres politiciennes auxquelles se sont livrés les représentants du gouvernement par exemple en précipitant les élections et en fixant le jour des commémorations.

Gilles BONTEMPS

Secrétaire Fédéral de Loire-Atlantique du PCF

Les progrès du PCF sont d'autant plus marquants qu'ils interviennent après ceux de l'Allier, du Calvados, de la 8^e circonscription de Loire-Atlantique.

L'augmentation de 4,5% du score du candidat communiste, avec une participation plus

importante qu'en 1988, s'accompagne d'un gain de 526 voix.

Ces élections confirment l'ampleur du mécontentement, elles montrent que la politique actuelle du pouvoir, qui ne doit rien à la gauche, profite à la droite puisque la candidate socialiste perd 10,42% et que la droite en gagne 10,73%.

Le score de Pierre Champeau confirme le début de modification du comportement des électeurs à l'égard du PCF. Des gens plus nombreux comprennent que la force et l'influence du Parti communiste sont la clef de toute évolution positive.

En votant pour ses candidats, ils sont en train de se donner des moyens nouveaux pour se défendre et changer de politique.

C'est un véritable encouragement pour que les communistes se tournent encore plus vers les gens qui les entourent pour amplifier ce mouvement.

Mieux que tout l'or du monde

Souscription nationale (liste arrêtée au 16 octobre 1991)

SECTION DE NANTES :
Membres du Comité de section :
Jacqueline Gouillard 150 F ;
Pierre Riou 300 F ; M. et Mme
Jean Bore 200 F ; Anonyme, 6^e
versement 200F.
Cellule Roisnet : Michel Féron
200 F.

**SECTION DE LA BASSE
LOIRE :**
Cellule Cachin : Yvette et Yvon
Bontemps, 2^e versement 500 F.

SECTION DE LA BRIERE :
Membres du Comité de section :
Nicole Jaques 100 F.
Cellule de Trignac centre :

2 000 F. Certe : 300 F ; M. Martin
100 F ; sur listes 300 F. Saint-
Malo-de-Guersac : Léone Tessier
50 F.
Cellule de La Chapelle des
Marais : 500 F.

SECTION DE RÉZÉ-BOUGUENNAIS
Membres du Comité de section :
Vincent Lucas 100 F ; Joëlle
Patron 200 F.
Cellule du Château sud : Louis
Douillard 150 F.

**SECTION DE SAINT-
SÉBASTIEN :**
Haute Goulaine : M. Ibarruri 300 F.

SECTION DE SAINT-HERBLAIN :
Membres du Comité de section :
Ariane Colou 100 F.

**SECTION DE LA
PRESQU'ILE GUÉRANDAISE**
Cellule Langevin : 500 F ; cellule
Mougenot de Pornichet : 150 F.

SECTION DU VAL DE LOIRE :
Anne Morinière 300 F.
Saint-Mars : Jean-Pierre Vasseur
60 F

SECTION DU PAYS DE RETZ :
Membres du Comité de section :
Jean-Paul Riou 500 F ;
Cellule de Pornic : 250 F.

DÉCLARATION DE LA FÉDÉRATION DE LOIRE-ATLANTIQUE DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Dans une lettre adressée aux habitants de sa circonscription concernant les affaires politico-financières, Jacques Floch, Député-maire de Rézé justifie un financement détourné des partis politiques, et laisse entendre que tous les autres partis procéderaient de même.

Le Parti communiste français refuse un tel amalgame. D'une part parce qu'il est étranger à ce genre de magouilles, d'autre part parce qu'avec un très grand nombre de gens le PCF condamne ces méthodes avec d'autant plus de force que depuis 40 ans il réclame la clarté et la transparence sur le financement des partis politiques.

Cette lettre de Jacques Floch alimente un discours qui se veut "moralisateur", entretient l'idée du "tous pareils", au même titre que les récentes falsifications sur le financement du PCF.

Cela a pour but de nourrir le sentiment que la politique ne saurait être que sale pour mieux en détourner les citoyens et leur enlever ainsi tout moyen réel d'intervention.

Pour les communistes, la clarté doit être faite sur le financement des partis politiques. Pour ce qui les concerne ils sont d'autant plus étrangers à de tels scandales que leur parti est le seul à publier chaque année son budget et ses comptes. Le financement du Parti

communiste est clair et public. Il tire ses ressources des cotisations de ses adhérents, des souscriptions populaires et des versements des indemnités de ses élus.

Le PCF a d'ailleurs répondu à la Commission d'enquête parlementaire sur le financement des partis et des campagnes électorales en publiant ses comptes depuis 10 ans, au nom de la transparence qu'il réclame pour tout le monde.

Il condamne par avance toute manœuvre visant à cacher les réalités, à "noyer le poisson".

Le Parti socialiste et la droite se réfugient derrière deux lois votées en 1988 et 1990. Les parlementaires communistes ont voté contre ces deux lois et ont défendu un projet de loi intitulé "proposition de loi tendant à assurer la transparence du patrimoine des élus et responsables politiques, l'accès égal des candidats au suffrage universel, le pluralisme de l'information et le statut des élus". Ces votes d'hostilité étaient motivés ainsi :

- Ces deux textes ont une tare originelle : avoir été rédigés précipitamment pour détourner l'opinion publique de scandales qui affectaient des formations politiques autre que le PCF ;

- si nous sommes des ardents partisans de la limitation des dépenses, ces lois ne donnent aucune garantie que les partis disposant de moyens financiers

considérables ne tourment pas ces dispositions... ;

- nous pensons que le financement de l'activité politique devrait reposer sur des formes civiques et démocratiques, basé sur le soutien volontaire des adhérents, des sympathisants, des électeurs de chaque parti ;

- enfin nous sommes opposés à toutes dispositions de contraintes de l'Etat sur la vie des partis. L'article 4 de la Constitution stipule qu'ils se forment et exercent leur activité librement.

Depuis le vote de ces deux lois, les faux-semblants, les coups médiatiques, illustrent la volonté de certains d'étouffer les scandales.

Les fameuses affaires, l'argent sale... éclaboussent toutes les formations, sauf le Parti communiste.

Les manœuvres en tous genres ne sauraient faire oublier le problème actuel : permettre enfin à la Justice de faire son travail sur toutes les affaires, quelles qu'en soient les implications.

Plus que jamais les communistes appellent les gens à investir le terrain de la politique. Pour cela, ils ont bien besoin d'un Parti communiste qui les aide à se rassembler pour décider de leur avenir et changer de pouvoir, de politique et de société.

Nantes, le 16 octobre 1991

Huard - Châteaubriant veut supprimer 86 emplois

Leader sur le marché français et européen du machinisme agricole, Huard veut supprimer 86 emplois.

En 1959, l'usine de Châteaubriant employait 1 500 salariés. Aujourd'hui, l'effectif compte 430 personnes.

La région castelbriantaise risque une nouvelle fois d'être profondément marquée.

La politique gouvernementale en matière agricole ne touche pas seulement le monde paysan.

La baisse du revenu agricole, l'éviction de nombreuses exploita-

tions ont des conséquences sur tout ce qui a rapport avec l'agriculture.

Quant aux perspectives, elles ne sont pas réjouissantes. A moins que les agriculteurs et les autres catégories de salariés n'y mettent le holà.

En effet, la commission de Bruxelles envisage une baisse de 16% ou de 18% du revenu agricole pour la période 1991-1997. Quant au gouvernement français qui n'est jamais en reste, son projet de budget 1992 a programmé une baisse de 4% de son chapitre agriculture.

Toutefois dans cette situation de recul général le gouvernement a trouvé de l'argent (320 millions de francs) pour inciter à la mise en friche des terres.

Dans le même temps les importations de matériel agricole se poursuivent de plus belle. Cependant les atouts ne manquent pas. La région des Pays de Loire est la 2^e région de France au niveau agricole avec également Renault et sa fabrication de tracteurs.

La politique de casse n'est donc pas fatale. Il faut y mettre fin.

GAIN DU PCF A LA CANTONALE DE NANTES-SAINTE-SÉBASTIEN

La première analyse nous fait constater une participation plus forte qu'aux cantonales de 1988 (+ 5,64%).

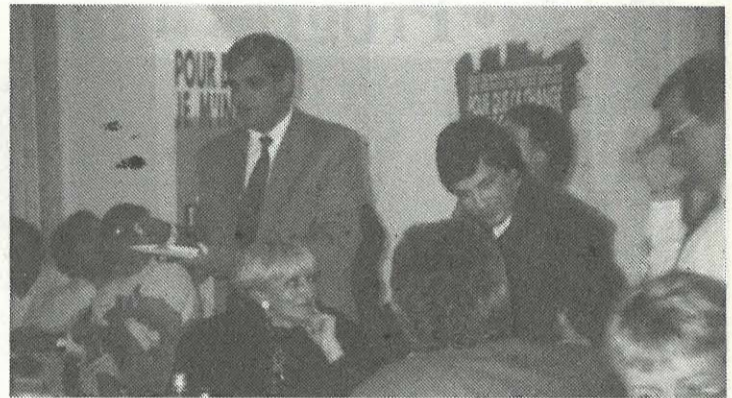
Un progrès de 4,5% et un gain de 526 voix pour le candidat du Parti communiste français.

Un recul de 10,42% et une perte de 376 voix pour la candidate socialiste.

Quant à la droite, elle progresse de 10,73% et gagne 1 322 voix.

Pour ce qui est du progrès du PCF, il est à noter des résultats encore plus significatifs dans les bureaux de la Profondine ou de l'Hôtel de ville. Dans le premier, c'est 8,60% de plus et 71 voix supplémentaires, dans la deuxième c'est 3,42% et un gain de 72 voix.

Quant à la liste des Municipales conduite par Martine Laurent, elle a été élue avec 62%. Les quatre élus communistes ont été reconduits.



De l'ambiance autour des militants communistes avec Pierre Champeaux, ils apprécient les progrès du PCF

APPEL DU BUREAU FEDERAL

Le Parti communiste français vient d'obtenir des résultats importants dans les dernières élections partielles (Législative de la 8^e circonscription de Saint-Nazaire, et cantonale du 10^e canton de Nantes/Saint-Sébastien).

Ces campagnes électorales se sont déroulées dans des conditions particulières marquées par une violence campagne anticommuniste. Les sections du PCF, la Fédération ont dû engager des moyens importants pour répondre à

ces enjeux, lesquels ont conduit à des dépenses financières s'élevant à 200 000 francs. Cette somme correspond donc à des besoins supplémentaires pour notre Parti en plus de la campagne de souscription finançant son activité politique.

Le Bureau fédéral du PCF appelle les lecteurs des Nouvelles, les adhérents, sympathisants et électeurs de notre parti, à aider à couvrir ces charges financières.

BULLETIN

JE VERSE la somme de.....

NOM.....Prénom.....

Adresse.....

à l'ordre de Gilles Bontemps - CCP N° 4400-47 W - NANTES
41, rue des Olivettes - 44000 NANTES

NECROLOGIE

Nos camarades Michel et Jacqueline Mahé, de Crossac ont eu la douleur de perdre leur fils Jérôme, âgé de 17 ans, victime d'un accident tragique.

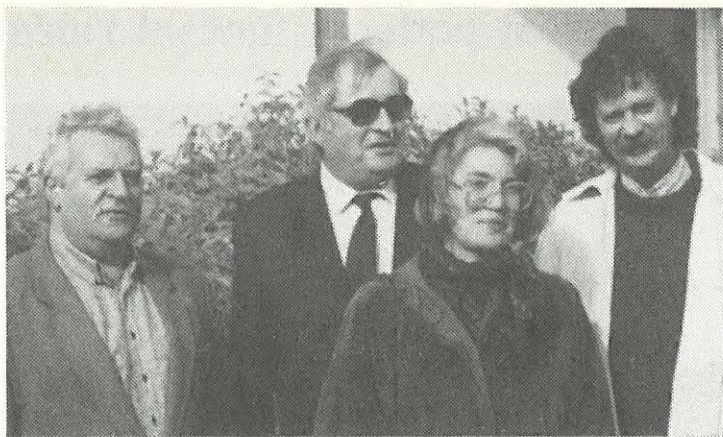
Une foule d'amis et de camarades a rendu un dernier hommage à Jérôme.

Dans ces circonstances douloureuses nous assurons Michel et Jacqueline de toute notre amitié. La Fédération du

PCF, la section de Brière, la rédaction des "Nouvelles" leur adresse leurs sincères condoléances.

Nos camarades Boursicaud et Frédouelle ont eu la douleur de perdre leur père Eugène Boursicaud. A son épouse et ses enfants nous adressons nos sincères condoléances.

LES CONSEILLERS RÉGIONAUX COMMUNISTES PRÉSENTS SUR LE TERRAIN



Les élus régionaux communistes, de gauche à droite : Jean-Louis LE CORRE, Jean BERTHOLET, Huguette HERIN et Rémi CROISSANT.

Huguette Hérin, Présidente du groupe communiste au Conseil régional des Pays de Loire, a présenté au cours d'une conférence de presse l'activité du groupe, son opinion et ses propositions sur un certain nombre de dossiers importants. En voici quelques extraits :

«Ce qui domine aujourd'hui c'est la colère des gens qui engendre un important développement des luttes des couches sociales les plus diverses de la population : Les salariés dans les entreprises, les personnels de la santé, les enseignants, les parents d'élèves, les jeunes, les agriculteurs...»

Les communistes et les élus communistes apportent leur contribution au développement des luttes, à leur unité, à leur maîtrise par les intéressés eux-mêmes et à leur succès.

Notre région n'échappe pas aux dures conséquences des choix du capital et à la politique gouvernementale.

Le chômage a progressé - selon les départements - de 5 à 9% depuis le début de l'année.

Le taux de sans emploi est supérieur de 1% à la moyenne nationale.

Si l'emploi progresse dans le tertiaire, il est, par contre, en chute libre dans le secteur industriel. Pour autant la région des Pays de Loire demeure la 4^e région industrielle en France, ce qui souligne l'importance de ses atouts, notamment l'agro-alimentaire, la mécanique de précision, la chaussure, la mode enfantine, la navale, l'aéronautique, la construction navale de plaisance, les produits de bien d'équipements. Le secteur public est mis en cause. Le potentiel agricole continue d'être détruit. Dans le domaine de la formation, la droite au Conseil régional accélère la politique nationale qui vise à déstructurer le service public de l'éducation nationale.

L'aménagement du territoire est conçu pour renforcer quelques villes dites "internationales" au détriment d'un développement équilibré de l'espace régional.

Les décisions prises pour la région dans le cadre des différents projets d'aménagement du

territoire l'ont été par l'Etat. Le Conseil régional dominé par la droite a amplifié des choix politiques qui donnent tout à la recherche du profit maximum.

Pour les élus communistes, la démocratie, la participation des gens, leurs luttes sont déterminantes pour avancer dans le bon sens.

La région des Pays de Loire, disent-ils, à les moyens de son développement. Mais, ajoutent-ils, il ne peut pas y avoir de changement "régional" sans changement de politique nationale. Par ailleurs ce qui n'a pas été bon au niveau national ne peut l'être au niveau régional.

Les élus communistes veulent le développement de la vie démocratique dans le pays. Ils veulent aider les gens à prendre la parole, à se réapproprier la politique, à être assez forts pour décider eux-mêmes ce qui est bon pour eux et pour le pays.»

Les conseillers régionaux communistes, élus depuis 6 ans, ont donc présenté leur bilan, riche d'interventions et d'actions conformes aux intérêts du monde du travail. Ils ont été des points d'appui efficaces pour les populations (défense de l'emploi, lutte pour de nouveaux moyens pour l'école, défense des transports ferroviaires, défense du potentiel industriel, navale, aéronautique, automobile, pêche, chimie, logement, santé, agriculture...)

Au sein du Conseil régional, ils ont été les porte-paroles de ceux qui souffrent, de ceux qui luttent, donnant ainsi un prolongement à leurs aspirations et à leurs actions.

LES DOCKERS DÉFENDENT LEUR STATUT

Les dockers luttent pour faire échec au projet "Le Drian" du gouvernement qui veut réformer de fond en comble le statut de leur profession régi par la loi de 1947.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que les menaces se profilent.

Mais ces derniers mois, elles se sont précisées. Le 28 février dernier, dans une note intérieure, la SNCF se permettait d'exiger la remise en cause de la loi de 1947, régissant le statut des dockers et de réduire de moitié les effectifs. Lui faisant écho, l'Union maritime de la Basse-Loire, par la voix de son directeur, Bernard Drouin, prétendait que «le développement et la

prospérité du port de Nantes - Saint-Nazaire... passe obligatoirement par la suppression de la loi de 1947».

Les dockers ont des raisons d'être inquiets : 2 000 emplois ont déjà été supprimés en 1986-1987. Et contrairement à ce que déclarent les patrons, ce n'est pas le statut qui coûte cher. Les coûts salariaux dans les ports français ne sont pas plus élevés que dans les ports étrangers. Selon des études de la CEE, leurs salaires se situent même parmi les plus bas d'Europe.

Ce qui est en cause, c'est l'insuffisance d'investissements pour moderniser les ports français et, derrière tout cela, la fai-

blesse de la filière maritime qui a subi des coupes sombres ces dernières années (navale, réparation navale, flotte française et les entreprises de production de biens d'équipements).

La grève CGT a été largement suivie. A Nantes également, mais à Saint-Nazaire, le Secrétaire du syndicat, Gilles Denigot, considère «qu'il est prématuré de manifester alors que nous ne connaissons pas la teneur du plan que Jean-Yves Le Drian va présenter en novembre».

Ce qui a fait dire à un docker nazairien «aujourd'hui c'est trop tôt, mais demain il sera trop tard !»

PLASTURGIE : LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE RÉPOND A JEAN-LOUIS LE CORRE

Monsieur le Maire,

Vous avez appelé l'attention de Mme le Premier ministre, qui m'a transmis votre lettre, sur la situation de l'emploi aux Etablissements Chantal Sonobat à Montoir-de-Bretagne.

La direction de cette entreprise, spécialisée dans la plasturgie vient de décider de procéder à la suppression de 47 emplois, en raison de difficultés conjonctuelles liées notamment à la perte de marchés au Moyen-Orient.

Par ailleurs, vous avez souhaité que soit mise en place une coopération entre les sociétés Chantal Sonobat, Orkem et Elf.

La proposition de créer une coopération entre sociétés productrices de résines,

entreprises de transformation de plastique et industries utilisatrices sur le site de Saint-Nazaire est une idée intéressante, car elle permettrait de promouvoir les transferts de technologies et de favoriser la formation du personnel.

A cette fin, la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement des Pays de la Loire, en association avec la délégation à l'aménagement du territoire et aux affaires régionales ainsi que les services de la préfecture de région a décidé de préparer et d'organiser une telle structure à partir d'un audit réalisé par Ouest-Atlantique.

Je vous prie de croire, Monsieur le Maire, à l'assurance de ma considération distinguée.

COMMENTAIRE DE JEAN-LOUIS LE CORRE

«Le Ministre reconnaît que l'industrie de la plasturgie est un secteur porteur qu'on doit prendre en compte. C'est intéressant, car la mise en place d'un pôle de plasturgie dans la Basse-Loire répond bien à la nécessité de prendre les atouts dont nous disposons pour la mise en œuvre d'une politique d'aménagement du territoire et

de développement économique.

Cependant nous ne saurions nous contenter de promesses car on continue toujours à casser l'emploi et à affaiblir nos capacités de production. Nous suivrons donc ce dossier avec beaucoup d'attention et continueront d'agir pour le faire avancer».

GRANDE-PAROISSE LA CHIMIE EN DANGER

328 suppressions d'emplois sont programmées dans les usines de la Grande-Paroisse, dont 40 sur le site de Montoir.

Pourtant, la société Elf-Aquitaine qui contrôle la Grande-Paroisse, dégage d'énormes profits (10 milliards de bénéfices).

Mais le groupe Elf, première entreprise française, a exporté, depuis 1981, 60 milliards de francs dans des opérations financières à l'étranger et supprimé de nombreux emplois sur le sol français.

Jean-Louis Le Corre, Conseiller régional, Maire de Trignac, à la dernière session du Conseil régional en septembre, dénonçait le fait que «depuis 5 ans la production sur le site des engrais azotés s'est réduite considérablement comme à la Grande-Paroisse, alors que les importations d'engrais prêts à l'emploi, notamment en Hollande, se sont développées et que dans le même temps, les licenciements ont été nombreux».

Le syndicat CGT de la Grande-Paroisse de Montoir se prononce contre le démantèlement du site de Montoir. Il demande l'arrêt des importa-

tions massives et des investissements à l'étranger.

La CGT met aussi en avant l'insécurité liée au manque d'effectifs (de nombreux accidents de travail ces dernières années dans le groupe).

Elle revendique des investissements créateurs d'emplois sur le site de Montoir. Il faut, dit-elle, développer l'industrie des engrais dont les agriculteurs français ont besoin.

Elle appelle les salariés à se mobiliser pour s'opposer au nouveau mauvais coup du groupe.

Le Comité central d'entreprise qui s'est réuni, a demandé la mise en place du "droit d'alerte" et une expertise économique.

"NOUVELLES DE LOIRE-ATLANTIQUE PUBLICITÉ"

S.A.R.L. au capital de 50 000 F
Siège social : 41, rue des Olivettes
44000 Nantes

R.C.S. Nantes
N° SIRET 32151228700012
Code A.P.E. : 5120

Gérant : M. Maurice ROCHER
Rédacteur en chef : Jean PERRAudeau
Associés à parts égales :

MM. M. ROCHER,
J.-R. TEILLANT, Gilles BONTEMPS

PUBLICITÉ : Tél. 40.48.56.36.
RÉDACTION : Tél. 40.89.72.28.

TÉLÉCOPIE : 40.48.65.76.

Imprimerie Commerciale
32, bd Laënnec - RENNES
C.C.P. n° 52 987

50^e ANNIVERSAIRE: Plus de quinze mille personnes ont rendu ho

Georges Marchais a souligné que les valeurs dont les "27" étaient porteurs fondent l'identité com



La jeunesse est présente

Voici le texte intégral de l'allocution prononcée par Georges Marchais à Châteaubriant

«Mes premiers mots seront pour remercier l'Amicale de Châteaubriant-Voves-Rouillé et son président Fernand Grenier d'avoir, comme chaque année, invité le Parti communiste français à rendre hommage aux 27 patriotes exécutés dans cette carrière. Tous, en effet, furent désignés pour le peloton d'exécution comme communistes.

Des hommes au courage et à la droiture exemplaires

Ils étaient - ils l'ont montré par leur sacrifice - fiers de l'être, d'avoir œuvré à la victoire du Front populaire, d'être restés debout quand on calomniait le parti auquel 25 d'entre eux appartenaient, d'avoir répondu à l'appel de Maurice Thorez et de Jacques Duclos qui perça le silence des premiers mois d'occupation hitlérienne.

Ces hommes voulaient servir la France. Ils étaient de ceux qui refusèrent dès 1940 d'abdiquer : les étudiants manifestant à l'Etoile le 11 novembre 1940, les intellectuels du musée de l'Homme passés par les armes, les ouvriers et les paysans s'attaquant aux installations militaires de l'ennemi, les mineurs du Nord et du Pas-de-Calais en grève en juin 1941, les héros tirant sur l'occupant au métro Barbès, à Nantes ou à Bordeaux.

La gestapo et la police de Vichy le savaient : de tels hommes étaient pour eux des dangers. Il fallait tout de suite en finir avec ce que Pétain appelait ce "vent mauvais qui se lève", écraser dans l'œuf la Résistance, torturer et exécuter ceux qui n'acceptaient pas la nuit noire tombée sur le pays, empêcher par tous les moyens qu'ils puissent faire lever les colères et gagner les consciences.

Le 22 octobre 1941, des hommes au courage et à la droiture exemplaires furent ainsi, ici même, suppliciés, arrachés à jamais à leur famil-

le. Charles Michel, député de Paris ; Jean-Pierre Timbaud, dirigeant syndical ; Guy Môquet, militant de la Jeunesse communiste ; le Dr Ténine... De ce jour, le nom des 27 de Châteaubriant devint légende : symbole de la barbarie nazie, symbole surtout de la résistance possible.

Cette même année 1941, le capitaine de corvette Honoré d'Estienne d'Orves, qui avait répondu à l'appel lancé de Londres le 18 juin 1940 par le Général de Gaulle, fut lui aussi exécuté. Il était catholique.

Dans le sang mêlé de ces martyrs comme de ceux de Nantes, du mont Valérien, de Souges et de la Blisière, s'exprimait le combat commun pour la France, pour la liberté de la patrie et de son peuple. Un combat qui rassemblera dans les années qui suivirent communistes, gaullistes, chrétiens, hommes et femmes de toutes opinions et croyances jusqu'à la victoire.

Etre digne du message que nos martyrs nous ont laissé

Le Parti communiste français, qu'on appela à la Libération le "parti des fusillés", s'honore d'avoir contribué à ce que grandisse cette "armée de l'ombre", à ce que cette mosaïque de patriotes se rassemble avec Jean Moulin et le Conseil national de la Résistance et soit au premier rang le jour de la victoire des forces alliées sur l'Allemagne hitlérienne.

Au premier rang, nous le sommes aujourd'hui pour empêcher les nostalgiques du fascisme de relever la tête. En Allemagne, ils défilent avec la croix gammée, s'en prennent aux sites des anciens camps de concentration, agressent des travailleurs étrangers et des démocrates. En France, ils nient l'existence des chambres à gaz, profanent des monuments aux morts et des sépultures juives, tentent de réhabiliter l'avitissement pétainiste.

Ces forces détestables se nourrissent de la crise qui ronge notre société - crise

ACCUEIL CHALEUREUX

Accueil chaleureux pour Georges Marchais tout au long du parcours du cortège qui s'est rendu de Châteaubriant à la carrière. Beaucoup d'acclamations de sympathie à l'égard du Secrétaire général du Parti communiste. Mais les caméras "officielles" n'ont pas retransmis ces témoignages d'amitié spontanée. Elles étaient ramassées dans leurs étuis.

économique et sociale, et aussi crise de la politique et des valeurs - comme de la complaisance des puissants. Ceux-ci ont toujours considéré l'oubli et l'ignorance comme des armes commodes : Ils savent qu'un peuple sans mémoire est un peuple sans repères. Alors, ils manœuvrent. Ils associent ignominieusement communisme et fascisme. Ils tentent de salir l'idéal de ceux qui ont donné leur vie et l'honneur de ceux qui l'ont tant de fois risquée. Ils offrent leurs médias aux partisans de la sauvagerie. Un jour, ils reprennent à leur compte leurs thèmes racistes ; un autre, ils les utilisent comme repoussoirs pour favoriser leurs combinaisons politiciennes.

Qu'on ne compte sur nous ni pour oublier ni pour nous compromettre dans ces calculs sordides. Nous avons, nous, une autre ambition : être digne du message que nos martyrs nous ont laissé.

Certes, durant ces cinquante dernières années, bien des choses ont changé. Les réalités politiques de l'Europe se sont transformées au moment de la défaite du nazisme, puis viennent à nouveau d'être bouleversées. Le tiers-monde s'est libéré du colonialisme qui l'enserrait, mais subit désormais de nouvelles tutelles qui l'enfoncent dans la misère et l'oppression. La société française a opéré de véritables mutations et est aujourd'hui confrontée - je l'ai dit - à une crise en tout domaine.

Nous-mêmes, communistes, avons connu de grandes heures, mais aussi bien des épreuves. Quelques-unes de nos certitudes les plus ancrées se sont avérées être des illusions. Nous avons dû nous remettre en cause et engager ensemble un effort de renouvellement qui se poursuit.

Des valeurs qui fondent notre identité communiste d'aujourd'hui

Cet effort ne nous conduit à aucun reniement. Il ne nous éloigne pas du combat communiste pour lequel les 27 de



Une foule immense, attentive, émue et qui arrive encore dans la Sablière

Châteaubriant ont donné leur vie. Devant la "bête immonde", ils se sont comportés en hommes dignes de ce nom : fraternels, solidaires, et tout simplement bons.

Au moment du triomphe du capitalisme le plus barbare qui ait jamais existé, ils ont affirmé leur foi en la justice et en l'égalité.

Face à leurs bourreaux, ils ont crié : «Liberté !»

Alors que la terre était à feu et à sang, ils ont clamé leur espérance en un monde sans armes et sans guerres.

Enfin, en ces heures où le pays était enchaîné et humilié comme jamais, ils ont, selon les mots du poète, "crié la France en s'abattant".

Dignité de l'être humain et antiracisme, justice, liberté, paix et désarmement ; souveraineté de la France et de son peuple ; ces valeurs sont plus actuelles que jamais. Elles fondent notre identité communiste d'aujourd'hui. Elles sont chères au cœur de notre peuple qui souffre cruellement de ne pas les voir s'épanouir.

Hier, la Résistance a été sa création. Aujourd'hui, c'est de lui que viendront une fois de plus les solutions aux immenses problèmes qui lui sont posés.

Les idées sur ces solutions diffèrent ? Alors, confrontons-les. Rencontrons-nous, écoutons-nous, travaillons

ensemble à trouver des chemins nouveaux et inédits. Telle est la proposition que font les communistes à toutes les forces populaires, à toutes les forces du travail et de la création : le choix de la démocratie, sans quoi rien n'est durable ; le choix de l'union, sans quoi rien n'est possible.

Là encore, le martyr des 27 mérite d'être médité.

On décida de les supplicier pour effrayer et diviser. Mais les patriotes du camp de Choisel reprirent avec eux "La Marseillaise" et l'abbé Moyon s'avança à leur rencontre. Dès les lendemains du massacre, des hommes et des femmes de Châteaubriant - cette ville qui a payé un si lourd tribut à la libération nationale - vinrent en pèlerinage à la carrière. Fragile, ténue, incertaine, l'Union des patriotes naissait, qui aboutirait plus tard à la Libération.

Les communistes qui sont tombés ici le 22 octobre 1941, comme ceux qui, jusqu'à la fin de la guerre, sont par dizaines de milliers morts pour la France, ont clamé à l'heure ultime leur confiance dans leur idéal. Le Parti communiste, leur parti communiste, continue leur combat dans les conditions de notre temps. C'est en pleine conscience de ce qu'il leur doit qu'il leur rend hommage aujourd'hui».

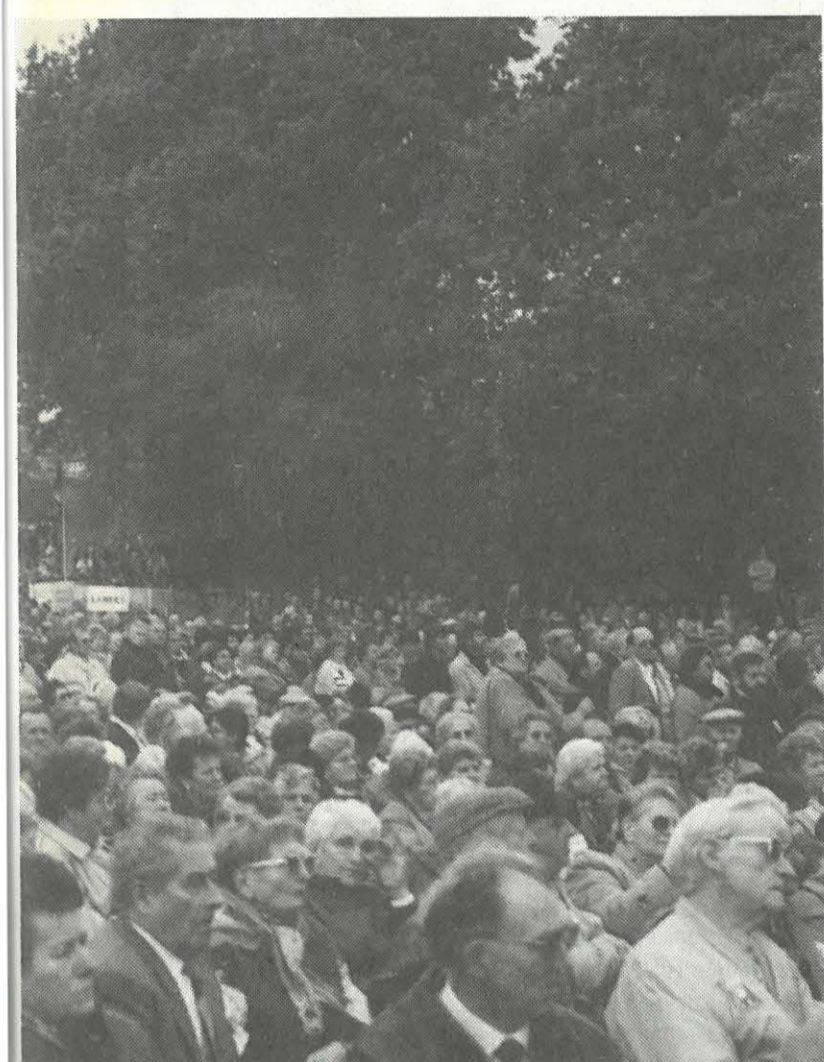


DE N

De très r
venus de to
cérémonie
Châteaubri
te par Geor
ment Gasto
Alain Boco
Margaté,
Patrick Le
Bontemps,
notait égal
députés, s
conseillers
Des élus d'
également
Buron, ma
Coëuret, le r
La déléga
Henri Kras
Janine Mar
taire région
Jean-Pierre
tions de la

Immense hommage aux "27" de Châteaubriant et aux autres martyrs des nazis

Communiste d'aujourd'hui. Henri Krasucki et Georges Chambeiron ont mis en relief l'actualité de leur combat.



Henri Krasucki, dans son allocution, a évoqué ce "haut lieu de la Résistance" qu'est Châteaubriant. «Un demi-siècle a passé et cet endroit parle toujours de l'avenir. Il parle de la France, de sa liberté, de ses travailleurs, de son peuple», a-t-il dit, en soulignant que «la portée en est nationale par son retentissement et par nature, car c'est bien pour la France et sa libération que sont tombés ici ceux que nous honorons aujourd'hui. Comme nous honorons ceux de la Blisière, de Nantes, de Souges près de Bordeaux, assassinés dans la même période, et toutes les femmes, tous les hommes de tous âges qui ont souffert et péri pour la patrie».

«Les milieux dirigeants de la grande bourgeoisie - pour sa part essentielle - et des forces les plus réactionnaires furent les principaux organisateurs et bénéficiaires de la collaboration avec l'occupant».

«Les valets de l'ennemi, de ces 27-là, à Châteaubriant, dit assez clairement ce que fut la part respective de chacune des organisations dont ils étaient des responsables au sein de la Résistance avec toutes les forces qui la constituèrent».

Le secrétaire général de la CGT a montré ensuite que, «pour ce qui lui revient, la CGT a accompli son devoir envers la France, dans tous les domaines du combat, à la mesure de ce qui repré-



Les porte-drapeaux

sente la principale force syndicale du pays, au prix du courage et d'un lourd tribut de sacrifices».

«Parmi les 27 qu'on ne saurait dissocier, a poursuivi Henri Krasucki, il est de belles et grandes figures de syndicalistes CGT. En être dignes, c'est s'efforcer de faire le syndicalisme CGT de lutte, rassembleur, qui correspond au monde du travail d'aujourd'hui, à ses besoins, à ses mentalités, avec le sens de l'humain, l'ouverture d'esprit, la volonté unitaire dont nos camarades ont donné l'exemple. Les 27 voulaient la France libre, forte et heureuse. De nos jours, elle peut, sans occupation, être dominée, dépendante, perdre sa souveraineté et se défaire».

La Résistance fut un exemple

exceptionnel d'union, de rassemblement précisément pour l'indépendance et la renaissance du pays dans laquelle l'intérêt des travailleurs, celui des populations et l'intérêt national vont de pair. N'est-ce pas à ces exigences que le présent appelle ? Cette carrière de Châteaubriant, les bourreaux voulaient en faire le symbole terrifiant du triomphe de la mort pour imposer le renoncement. Notre présence l'atteste : elle est une source d'où coulent toujours l'espoir, l'esprit de lutte. Elle doit rester source de vie».

INDIGNITE

Plus de 15 000 personnes à Châteaubriant pour honorer les martyrs, pour témoigner leur fidélité aux valeurs de justice, de liberté, d'indépendance et de paix pour lesquelles ils sont tombés et qui sont d'une brûlante actualité.

Cela ne cadrerait pas avec les besoins du pouvoir ! Il fallait donc un incident préparé depuis des semaines par les médias à sa botte et un acteur ayant perdu toute dignité. Ils l'ont trouvé en la personne de Gilbert Brustlein.

Un sur 15 000, et en plus préfabriqué, c'est petit... petit... petit...

Gilles BONTEMPS

Voici quelques extraits de l'allocution prononcée par Robert Chambeiron, Secrétaire général adjoint du Conseil national de la Résistance et Vice-président de l'Association nationale des anciens combattants de la Résistance (ANACR). «Pour nous, les cérémonies d'anniversaire ne sont pas de simples coups de chapeau tirés à l'histoire, mais une nécessité pour conserver les points de repère qui nous permettent de comprendre cette histoire afin d'en retenir les enseignements pour le présent et pour l'avenir.

Nous sommes à une époque où certains s'efforcent de travestir l'histoire. Ou d'autres entendent mesurer le passé à l'aune des controverses contemporaines. L'histoire doit rester l'histoire. La Résistance a été une page exceptionnelle de notre geste national. Et ce serait tout à la fois faire injure à nos martyrs et la part belle aux falsificateurs que d'en distraire la moindre parcelle.

La Résistance, dont l'acteur essentiel fut le premier lui-même, a été le creuset de l'uni-

té nationale face à tous ceux qui, par haine du peuple, par esprit de vengeance ou par ambition, avaient choisi le chemin du renoncement, de la collaboration et du déshonneur, le chemin de la trahison. Quelles qu'aient été les préférences politiques ou philosophiques de chacun de ceux qui prirent le chemin de la Résistance, c'est-à-dire de l'honneur, l'important était qu'ils avançaient vers le même but : rendre la parole au peuple de France pour qu'il décide seul de son propre avenir...»



Des élus

NOMBREUSES PERSONNALITÉS PRÉSENTES

Nombreuses personnalités et élus de la France étaient présents à la cérémonie qui a eu lieu dans la Carrière de l'Arac. La Délégation du PCF, conduite par Georges Marchais, comprenait également Jean Plissonnier, Madeleine Vincent, Jacques Moutet, Jackie Hoffmann, Catherine Lemaire, Alain Zougbebi, Louis Baillot, Jean Hyaric, Paul Lespagnol, Gilles Bernard Violain, Piero Rainero. On a également la présence de nombreux élus locaux, conseillers régionaux, députés, généraux et maires communistes. D'autres formations politiques étaient également présentes, à l'exemple de Martine Auzanet, maire de Châteaubriant et de Martine Auzanet, maire de Voves. La cérémonie de la CGT était conduite par Henri Krasucki et comprenait notamment Jean-Louis Biard, Guy Texier, secrétaire de la CGT des Pays de la Loire, et Page. Toutes les grandes associations de la Résistance étaient présentes. Avec

Fernand Grenier (président de l'Amicale Châteaubriant-Voves-Rouillé), Maurice Nilès, Robert Chambeiron (vice-président de l'ANACR et secrétaire général adjoint du CNR), Jacqueline Timbaud (dirigeante de l'Association nationale des familles de fusillés), les responsables nationaux de la FNDIRP...

On notait également la présence de Georges Séguy, de Georges Doussin (président national de l'ARAC), de Maurice Piconnier (président du Comité départemental du souvenir des fusillés Châteaubriant-Nantes), de Michel Robert (président du Comité local du souvenir de Châteaubriant), de Mme Plisson (ancienne résistante, rédactrice en chef de "Châteaubriant", le journal des fusillés de France), de dirigeants de la FNACA. Outre les dirigeants de l'Amicale Châteaubriant-Voves-Rouillé, on notait aussi la présence d'anciens du camp de Châteaubriant, notamment Raymond Verron et Charles Geoffroy, interné à l'âge de 16 ans, et ami de Guy Môquet.

APRES L'EXPLOSION DE L'ENTREPOT FINA A SAINT-HERBLAIN LA SECTION DU PCF DE SAINT-HERBLAIN S'EXPRIME ET PROPOSE

Après l'incendie du 29 octobre 1987 dans l'entrepôt de produits chimiques Haent Jens à Roche-Maurice, qui avait créé le nuage toxique, le 7 octobre 1991 c'est dans la même zone industrielle l'explosion de deux réserves du dépôt du groupement pétrolier géré par Fina.

En octobre 1987, le nuage toxique était une alerte majeure qui exigeait que tous les engagements soient tenus. Si un mois plus tard une commission interministérielle a été constituée et a rendu son rapport, qu'en est-il aujourd'hui de ses propositions ?

- Etendre le champ d'action des directives Seveso concernant les endroits à hauts risques, et notamment les lieux de stockage de produits dangereux comme les produits pétroliers. Cette mesure ne s'applique qu'à moins de 10 établissements dans la région ;
- d'inclure dans les corps des inspecteurs des établissements classés, les officiers de sapeurs pompiers ayant la formation adéquate.

Au manque de transparence s'est ajoutée une politique des gouvernements de régression de l'emploi et des budgets ne permettant pas de répondre à la sécurité, et notamment de respecter les engagements.

Aujourd'hui, ce sont les considérations de rentabilité financière qui régissent le fonctionnement des entreprises, et surtout des services publics. La privatisation de ces derniers, le développement de la sous-traitance, de la précarisation, ne sont pas de nature à assurer la sécurité des établissements classés.

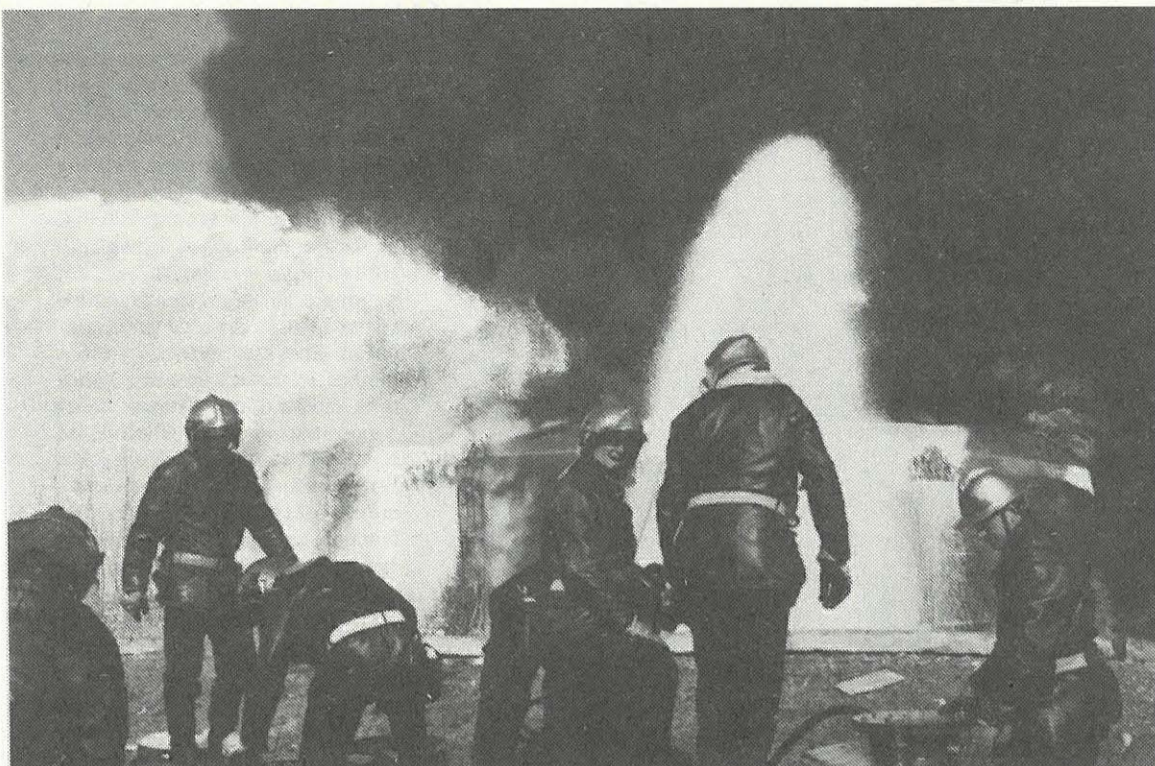
Plusieurs enquêtes sont en

cours : de police ; interne aux pétroliers ; de la direction régionale de l'industrie ; de l'inspection du travail du fait des 5 blessés graves. Une autorisation d'exploitation de la Préfecture sera donnée après la mise en état.

Outre que les exigences formulées lors du nuage toxique doivent être satisfaites, les communistes herblinois exigent que les élus, les organisations syndicales de salariés, les associations, les délégués CHSCT et la population, doivent être informés de l'évolution de l'enquête et consultés dans le cadre d'une commission locale.

Le PCF, ses élus, proposent qu'un débat extraordinaire ait lieu dans le cadre d'un Conseil municipal, où la population herblinoise pourrait participer en utilisant les salles de vidéo-transmission que possède France-Télécom sur l'agglomération et notamment à l'Iret de Saint-herblain.

La municipalité devrait rencontrer d'urgence les organisations syndicales des sala-



Les communistes herblinois et leurs élus rendent hommage aux sapeurs pompiers qui ont lutté pendant huit heures contre les flammes.

riés pour que des délégués CHSCT salariés puissent participer à la commission extramunicipale d'environnement sur les risques technologiques, commission qui doit être réunie sans tarder.

D'autre part, les communistes herblinois et leurs élus rendent hommage aux sapeurs qui ont lutté pendant 8 heures contre les flammes. Les interventions auraient été plus courtes si le remorqueur de sécurité Hoëdic était en veille 24 heures sur 24 et rapatriait le domaine public.

Les pompiers ont besoin de plus de formation, de moyens en effectifs et en matériel. C'est le cas au Centre de secours de Saint-Herblain.

Les efforts aujourd'hui sont supportés par les collectivités territoriales.

Il faut une coordination des secours et notamment des directions régionales qui assureraient pour l'ensemble des bassins à risques, la prévention des risques majeurs.

D'autre part, il faut savoir que pour des interventions de ce genre, des pompiers volontaires salariés se voient retenir des jours de congés par leurs employeurs.

N'ayant pas de droits suffisamment garantis en matière de disponibilité, le temps consacré à la formation manque.

D'après la Fédération nationale des pompiers, quand la France dépense 16,23 F par habitant et par an pour faire face aux risques, un pays comme l'Autriche consacre 40 francs. Avec 4,5 véhicules pour 100 km², la France occupe la dernière place des pays européens derrière le Danemark, la Belgique (9,4) et la R.F.A. (25).

Pendant que l'Allemagne consacre 415 millions pour l'achat de véhicules, la France n'a que 900 millions de francs de budget total d'investissement.

Enfin, les communistes herblinois constatent que les transports par route avec les compagnies privées sont privilégiés à la place de la complémentarité rail-route. De ce fait, avec l'usure prématurée de la chaussée, la commune se trouve en difficultés pour engager des dépenses pluriannuelles de réfection de la voirie dans la zone industrielle.

Pour une efficacité économique, pour lutter contre la pollution, les communistes herblinois proposent un raccrochement des lignes de la SNCF Nantes/Saint-Nazaire vers la zone industrielle et le futur centre de gros à côté de la zone "Bobby-Sands".

Une habitante de Saint-Herblain nous a décrit son cauchemar

« 4 heures 1/4 : Une énorme explosion, la maison tremble. On pense à un tremblement de terre. On attend encore un peu, le toit va-t-il nous tomber dessus ? N'allume pas, ça pourrait exploser. Dans le noir, on passe par-dessus les livres qui se sont envolés dans la chambre, on marche sur des vitres brisées. Que se passe-t-il ? Toujours le noir, mais la maison ne tremble plus, on ouvre les volets. Des flammes ! Des flammes d'une hauteur ! Et quel souffle ! On "entend" le feu. Tout le village est illuminé. Ça vient de là-bas, certainement les réservoirs à essence, plus bas à environ 1 km. Mais on a l'impression d'être à 10 mètres. C'est un incendie énorme... »

Dans la salle de bains le plafond est fendu, le pied du lavabo est déplacé. La crémone de la fenêtre du séjour nous tombe dessus.

Des voisins ont reçu leur lustre sur le lit ; certains n'ont plus du tout de vitres, des dessus de fenêtres sont entièrement fendus, etc.

La veille à quelques centaines de mètres, il y avait un concours de moto-cross et beaucoup de monde. On n'ose imaginer...

Pourquoi à Nantes n'avons-nous pas ce qu'il faut pour circonscrire ce genre d'incendie ? Il n'y avait que les produits amenés par Donges qui étaient capable d'éteindre cet incendie, au risque, dans l'attente, de voir les autres cuves exploser. Et dans ce cas, osons imaginer la catastrophe... »

Les communistes, avec la population, ne peuvent pas admettre la campagne orchestrée qui consiste à faire passer l'idée que la population, les salariés, doivent accepter de vivre dangereusement lorsque leur localité est industrialisée.

Cette campagne consiste à dédouaner le gouvernement pour refuser les moyens nécessaires à une politique de sécurité.

Le budget de l'environnement dans des secteurs entiers ne répond pas aux besoins. On en a la preuve.

De même la population attendait d'autres déclarations du ministre de l'industrie présent sur les lieux le jour de l'explosion.

Pour éviter de répondre aux vraies questions que se posent

les habitants de la ville de Saint-Herblain, de Nantes et de l'agglomération, il a fait diversion en opposant les stocks proches des populations à ceux éloignés des zones urbaines, alors qu'aujourd'hui les deux cas de figure existent. Le ministre s'est bien gardé dans le même temps de préciser que la sécurité des transports de matières dangereuses et la prévention des accidents ont été exclus de la loi sur la sécurité civile.

De même on peut s'interroger sur le sérieux des socialistes herblinois qui, lors du nuage toxique, déclaraient qu'il fallait éloigner les installations des villes et maintenant entendre le maire socialiste de Saint-Herblain déclarer l'inverse 4 ans plus tard !

LOIRE-ATLANTIQUE, ESPACE D'ESPOIRS?

Nous poursuivons la série avec une interview de Jean-Louis LE CORRE

«LE CORRE, LA LOIRE, LES GENS»



ne serait pas la préserver, il faut au contraire soutenir les étiages comme on sait le faire aujourd'hui par barrages, pose de batardeaux.

N.L.A. : C'est cela l'écologie réfléchi ?

J.L. LE CORRE : C'est cela la défense moderne de l'environnement.

N.L.A. : Et les trignacais ?

J.L.L.C. : Des centaines de gens n'ont pas un centime, et ce n'est pas possible qu'ils soient rejetés. Ils sont trignacais comme les autres, et je connais ici presque tous les gens en difficulté.

N.L.A. : Mais ce n'est pas de ta responsabilité personnelle.

J.L.L.C. : Non, au contraire, puisque je me bats pour que le responsable, l'Etat, dégage des moyens, ait une autre politique face à l'emploi.

N.L.A. : Y a-t-il de quoi désespérer ?

J.L.L.C. : Non, mais vaincre un sentiment de colère quand je vois que les grands commis de l'Etat et des élus de droite, ou socialistes, veulent bloquer l'évolution de notre commune, arrêter son aménagement. Mais

ils ne peuvent plus que le freiner.

N.L.A. : Pourquoi ?

J.L.L.C. : Trignac n'est plus une cité dortoir. Ses 500 créations d'emplois désignent son évolution positive.

N.L.A. : La zone des commerces se remarque, quand on la survole en hélico. Elle s'oppose même à une partie de la surface communale moins colorée.

J.L.L.C. : Oui, il y a l'espace attirant de Certé, près des axes rapides, favorables à la publicité. Mais je veux qu'on dépasse cette contradiction d'avec un centre ville plus gris, calme le soir, auquel je veux que soit redonné vie.

N.L.A. : Comment ?

J.L.L.C. : Non pas en répétant les Forges, mais en y installant des pôles de haut niveau technologique.

N.L.A. : Une sous-traitance de niveau sup ?

J.L.L.C. : Exactement pour retenir sur place des potentialités de petites industries modernes, servant les grands pôles nazairiens de navale et aérospatiale.

N.L.A. : Donc, tu ne raisones pas en termes

chauvins de clocher, tu dépasse une autre contradiction, voire un antagonisme ?

J.L.L.C. : Certes, je me bats pour ma commune, mais je suis content quand une usine s'installe à Montoir, Donges, Saint-Nazaire. Pour moi l'espace municipal ne s'oppose pas à l'espace régional, où je suis élu, ni à l'espace départemental ou d'agglomération.

N.L.A. : Mais tu souhaites l'autonomie communale ?

J.L.L.C. : Oui. La collaboration entre communes, la coopérative mais pas durcies en structures d'agglomération qui seraient imposées.

N.L.A. : Et les Forges de Trignac, fondées en 1879, anciens lieux de luttes ouvrières ?

J.L.L.C. : Elles servent encore de référence, dans les conversations trignacaises. 4 hectares présents dans la mémoire collective profonde, celle de la lutte de classes qui a donné une partie de son identité à la commune. Et d'autres coups durs ont été portés par gouvernement et patronat : fermeture de la SEMM, perte de

800 emplois, et notre discussion d'élus alors, avec la population, en 1976, autour de la feuille d'impôts.

N.L.A. : Trignac t'a-t-il façonné ?

J.L.L.C. : Intégré plutôt, car je venais de la Trinité, de Carnac, de Lorient. De père maçon, de mère ménagère, j'ai épousé une trignacaise, et je me suis formé communiste au travail, et par la lutte contre la guerre d'Algérie.

Les trignacais sont très attachants : ils savent répondre quand on fait appel. Mon rêve est qu'ils aient du travail, qu'ils disposent de ressources suffisantes, et ce rêve peut se matérialiser si nous, communistes, parvenons à faire avancer nos idées sur la gestion de la commune, et de la société.

N.L.A. : Le rugby trignacais, espace d'espoir ?

J.L.L.C. : Né deux ans avant la commune, en 1912, il contribue à répandre l'esprit de corps, l'esprit communal, et l'idée qu'il faut tenir tête. Et y contribuent aussi d'autres espaces, terrains de football et autres, espaces rectangulaires ou non, que nous avons créés, car il faut se battre pour les gens, sur les terrains, et adorer le jeu qui s'y fait.

Avant de vous parler de Trignac, laissez-moi vous dire mon amour de la Loire, ma passion pour l'estuaire, où je mène parfois le bateau familial. Les bords de Loire, paysages magnifiques, quasi-déserts parfois, où j'ai tant pratiqué le camping sauvage.

Mais savez-vous ? Des lieux où je plantais une tente, où d'autres gens picque-niquaient, ont disparu des berges, des bois entiers, se sont effondrés, ont été mangés par l'augmentation inconsidérée du trafic fluvial, sous la loi du profit. Voilà pourquoi le communiste que je suis fait partie de la commission d'aménagement de la Loire. Non pas pour la laisser en l'état, car ce

"Jusqu'au 30 octobre 1991"

CROZATIER

Meubles & Décoration

PRIVILEGES SALONS

-30% SUR LE CUIR

14.970

Place de la Gare ☎ 40.22.12.56 - SAINT-NAZAIRE

OUVERT TOUS LES JOURS : 9 H - 12 H ET 14 H - 19 H, SAUF LUNDI MATIN

SEULEMENT les produits originaires français... (text too small to read fully)